

SHORT NEWS

Mauvaises notes à l'examen environnemental

L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) a évalué les efforts du Luxembourg face à ses objectifs de protection de l'environnement. Parmi les faits marquants, les auteurs de l'étude notent que les habitants du grand-duché produisent les plus importantes quantités de CO₂ et de déchets des 30 pays membres de l'OCDE. La qualité de l'air est régulièrement en dessous de la valeur limite pour la protection de la santé. Pire encore, la qualité de l'eau : en 2015, 40 pour cent des surfaces d'eau n'atteindront toujours pas les valeurs requises par les normes européennes. Le Luxembourg se trouve même dans l'illégalité, vu qu'il ne protège pas toutes ses sources d'eau potable. Pourtant, l'OCDE a découvert quelques aspects positifs. Notamment les subventions pour les énergies renouvelables et pour la recherche dans le domaine des technologies vertes ont été un bénéfice pour le bilan environnemental. En fin de compte : le Luxembourg s'est montré élève appliqué, mais il lui reste encore beaucoup à faire.

Démocratie en minuscule dans la capitale

Le décompte des signatures pour déclencher un référendum local sur la privatisation des réseaux d'énergie de la capitale n'émeut pas que les syndicats (voir woxx 1056). Dans une question parlementaire adressée au ministre de l'Intérieur, le député Marc Spautz (CSV) lui demande d'« indiquer les raisons précises » qui ont amené les responsables de la capitale d'invalider 4.105 signatures sur les 9.456 recueillies, faisant ainsi rater le quorum de 6.185 signatures nécessaires pour provoquer le référendum. Selon nos renseignements, l'origine de cette décision réside dans l'interprétation mesquine de la majorité DP-Gréng du règlement grand-ducal fixant le cadre de la collecte de ces signatures: celui-ci précise que l'ensemble des données doivent être écrites à la main. Or, plusieurs centaines de citoyens ont rempli les cases correspondantes sur leur écran d'ordinateur, comme cela est de plus en plus l'usage dans la plupart des administrations. Cela ne semble pas adéquat pour la « Hot City ». Les syndicats font valoir avec raison qu'en apposant leur signature, les citoyens ont signifié leur volonté politique. Notons par ailleurs que le conseil communal est libre de provoquer le référendum indépendamment du nombre de signatures. Reconnaître la volonté de plus de 9.000 citoyens ne serait qu'un geste honorable de la part des deux partis, jadis champions de la démocratie.

woxx@home

Soleil de Chine

Jolie photo que celle publiée la semaine dernière, montrant une longue file de Chinois-es ornée de parapluies bigarrés. Pour une pré-visite du pavillon luxembourgeois, ils et elles avaient supporté des temps d'attente de plus de trois heures ... « sous la pluie », avait écrit le rédacteur Z. Une fois arrivé à Shanghai, il s'est rapidement rendu compte de la bourde : il n'y avait pas eu de pluie - en Chine, c'est pour se protéger du soleil que sont utilisés couramment les parapluies. Ayant oublié le sien et subissant la chaleur étouffante du jour d'ouverture de l'Expo, Z. a couru vers la « Box for Water » sur la terrasse du pavillon. Hélas, le « mode démo » annoncé de cette machine à purifier l'eau se réduisait à une pancarte expliquant le concept. Victime de ces deux méprises, notre rédacteur a subi un coup de soleil, et c'est avec appréhension que nous attendons les délire qu'il produira dans l'article prévu pour la semaine prochaine.

CITIZEN



PHOTO: MICHAEL SPEEDRACER

Embouteillages quotidiens dans les environs de Metz. Dorénavant, les déplacements pour aller travailler seront non seulement stressants, mais aussi plus chers...

CRISE

Les frontaliers passent à la caisse

Association de soutien aux travailleurs immigrés (Asti)

L'Asti dénonce ce qui jusqu'à présent a été oublié : Les mesures proposées par le gouvernement touchent également les travailleurs frontaliers.

Les frontaliers sont formés hors du Luxembourg - pas besoin de dépenser des sous pour leur éducation, pas besoin de construire des écoles, des lycées, de former et de payer des enseignants ! C'est la France, la Belgique et l'Allemagne qui s'en chargent à leurs frais.

Les frontaliers sont là pour faire tourner l'économie luxembourgeoise - sans eux, plus de place financière, sans eux, plus d'augmentation de la productivité. Ils sont père ou mère d'enfants sans être des salariés à prestations sociales égales, les chèques services étant réservés aux résidents.

Et voilà que le paquet d'économie budgétaire du gouvernement prévoit l'arrêt du versement des allocations familiales à 21 ans et propose aux étudiants des subsides pour leurs études dont ne peuvent bénéficier que les résidents. Les frais de déplacement seront diminués de moitié, mesure dont souffriront ceux qui ont les plus longs parcours : les frontaliers !

Nous connaissons les paroles du dimanche : vive les frontaliers ! Une journée pour les frontaliers en 2008 : vive les frontaliers ! Les présidents

des Chambres professionnelles, les présidents des partis politiques : on a besoin des frontaliers ! Quelle richesse culturelle ! Richesse ? Eh bien on va garder notre richesse pour nous. Fini l'exportation des allocations familiales pour enfants âgés de plus de 21 ans.

Petite question supplémentaire : Quid des milliers de résidents du Luxembourg (de nationalité luxembourgeoise pour la plupart) ayant franchi la frontière pour habiter « de l'autre côté », eux aussi touchés par pareilles mesures ?

A-t-on réfléchi qu'à plus ou moins longue échéance, les frontaliers pourraient ne plus trouver d'intérêt à venir travailler au Luxembourg ? Toutes les études montrent qu'à l'avenir, notre économie ne pourra pas se développer avec la seule force de travail des résidents. Faute de frontaliers, il faudra donc aller chercher une main-d'œuvre ailleurs : une main-d'œuvre immigrée qui va s'installer et résider au Luxembourg, qui aura besoin de logements et d'écoles, d'hôpitaux, etc... Sommes-nous conscients de cette perspective et de ses conséquences ?